

La situation en Europe

"Nos tâches d'aujourd'hui"

Cet article a été écrit par le camarade Trotsky comme préface à une brochure éditée par nos camarades belges...

Nos amis belges se sont adressés à moi en me demandant une préface pour une brochure qui caractérise la situation politique en Belgique et les tâches du prolétariat...

En guise de préface, je veux énoncer quelques considérations générales sur la situation politique de l'Europe et sur les tâches qui en découlent pour l'avant-garde prolétarienne...

La victoire du national-socialisme en Allemagne a mené dans les autres pays européens au renforcement dans le prolétariat non pas des tendances communistes, mais des tendances démocratiques...

La formule : ou fascisme, ou communisme est absolument juste, mais seulement en dernière analyse. La politique fatale de l'I. C., soutenue par l'autorité de l'Etat ouvrier, a non seulement compromis les méthodes révolutionnaires...

Des dizaines de millions d'ouvriers sont alarmés jusqu'au fond de leur conscience par le danger du fascisme. Hitler leur a montré de nouveau ce que signifie l'écrasement des organisations ouvrières et des droits démocratiques élémentaires...

Il faut prendre la situation politique, qui est notre point de départ, comme elle est, sans se faire aucune illusion. Evidemment, nous restons fidèles à nous-mêmes et à notre drapeau ; toujours et dans toutes les conditions nous disons qui nous sommes...

Il ne peut évidemment être question d'une régénération sérieuse et durable du réformisme. Il s'agit à proprement parler non pas du réformisme dans le sens large du mot, mais des aspirations instinctives des ouvriers à défendre leurs organisations et leurs « droits »...

Les stalinistes (et leurs pitoyables imitateurs, les brandiboriens) ont frappé d'interdiction les mots d'ordre démocratiques pour tous les pays du monde...

trouver la voie de la transformation de la révolution bourgeoise triomphante en révolution socialiste ; pour l'Allemagne, où le prolétariat, brisé et réduit en poussière, est privé de tout ce qu'il avait conquis pendant le dernier siècle ; pour la Belgique, dont le prolétariat ne détourne pas les yeux de ses frontières de l'Est et, étouffant la profonde déliaison qu'il a dans le cœur, soutient le parti du « pacifisme » démocratique...

Rappelons encore une fois qu'en 1917, quand les bolchéviks étaient déjà incomparablement plus forts qu'aucune des sections actuelles de l'I. C., ils continuèrent d'exiger la convocation la plus prompte de l'Assemblée Constituante, l'abaissement de la limite d'âge électorale, les droits électoraux pour les soldats, l'éligibilité des fonctionnaires, etc., etc. Le mot d'ordre principal des bolchéviks « tout le pouvoir aux soviets » signifiait d'avril à septembre 1917 : tout le pouvoir aux social-démocrates (menchéviks et socialistes-révolutionnaires)...

Nous, bolchéviks, nous pensons que pour se sauver réellement du fascisme et de la guerre il faut la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature prolétarienne. Vous, ouvriers socialistes, vous n'êtes pas d'accord pour vous mettre sur cette voie. Vous espérez non seulement sauver ce que vous avez conquis, mais encore aller de l'avant dans les voies de la démocratie. Bien ! Tant que nous ne vous serons pas convaincus et amenés de notre côté, nous serons prêts à parcourir avec vous cette voie jusqu'au bout. Mais nous exigeons que la lutte pour la démocratie vous la menez non pas en paroles, mais en fait. Vous reconnaissez — chacun à sa manière — que dans les conditions actuelles il faut un « pour et fort ». Forcez donc votre parti à ouvrir une véritable lutte pour un état démocratique fort. Pour cela il faut avant tout mettre dehors tous les restes de l'état féodal. Il faut donner le droit de vote à tous les hommes et femmes, au-dessus de dix-huit ans, y compris les soldats de l'armée. Concentration complète des pouvoirs législatifs et exécutifs aux mains d'une seule Chambre ! Que votre parti ouvre une sérieuse campagne sous ces mots d'ordre, qu'il dresse sur leurs jambes des millions d'ouvriers, que par la poussée des masses il occupe le pouvoir. Ce serait en tout cas une tentative sérieuse de lutte contre le fascisme et contre la guerre. Nous, bolchéviks, nous conservons le droit d'expliquer aux ouvriers l'insuffisance des mots d'ordre démocratiques ; nous ne pourrions prendre sur nous de responsabilité politique pour le gouvernement social-démocrate ; mais nous vous aidons.

(Suite page deux)

Le résultat du plébiscite allemand

40 millions 600 mille voix ont voté pour la politique extérieure hitlérienne, 2 millions, 600 mille voix ont voté contre ou n'ont pas été comptés.

Pour le Reichstag des nazis 39,6 millions ont voté pour, 3,3 millions contre. Que prouve le résultat du plébiscite ? Pour le philistin qui se cramponne aux chiffres, il semble indiquer une décision accablante du peuple allemand en faveur de Hitler. Pour qui connaît tant soit peu les conditions allemandes, les voix pour sont une chose qui va de soi. Quel est l'élément politique « suspect » qui, dans un petit endroit ou dans les circonscriptions ne comprenant que peu d'habitants, en votant contre irait se dénoncer lui-même aux S.A. pour se livrer aux sévices, à la prison, à la mort ? Voilà pourquoi dans les campagnes il n'y eut pas une seule voix contre.

Ce n'est pas le nombre de « oui » qui est étonnant, mais le nombre de « non ». Il ne retiendrait pas l'attention s'il n'était pas aussi élevé. C'est évidemment extraordinaire que la presse étrangère déjà avant le vote pouvait annoncer presque ce nombre « d'acceptations » qu'elle tenait d'un entretien privé avec le ministre de la propagande du Reich. Non, si même ces trois millions 300.000 voix antihitlériennes ne comprennent pas toutes les voix en réalité contre, c'est encore un chiffre extraordinaire.

Cela témoigne pour la classe ouvrière

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Compte chèques postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs Parait le vendredi

Les deux manifestations du 11 Novembre

Comme prévu, deux manifestations séparées se tinrent, l'une au Panthéon, l'autre à la Plaine St-Denis.

La Vérité avait appelé tous nos amis à se rendre à la Plaine St-Denis. Cependant, notre Comité régional a considéré en dernière heure plus utile de ne pas adhérer comme organisation à l'un ou l'autre défilé, et de consacrer nos forces à la propagande dans les 2 manifestations.

L'Huma a écrit que la Ligue Communiste avait défilé au Panthéon. C'est là un mensonge de plus. La Ligue n'a « défilé » ni dans l'une ni dans l'autre manifestation. Mais ses membres ont participé aux deux en diffusant un tract spécial à plusieurs milliers d'exemplaires, dans lequel on appelait un front unique entre organisations, on vendait la Vérité et nos brochures, ce qui fut fait avec succès.

A St-Denis meeting Amsterdambien classique. 3.000, peut-être 10.000 personnes étaient là. Discours vides et grandiloquents. L'Huma dut quelques jours après se désolidariser de certains d'entre eux.

Au Panthéon, 1.500 à 2.000 socialistes qui défilèrent, sans grand enthousiasme. Aucun discours ne fut prononcé.

Le meeting amsterdambien se termina « pacifiquement ». Mais la manifestation socialiste entraîna des chocs violents avec la police dont il faut voir clairement le sens.

Lorsque les groupes redescendirent le boulevard St-Michel, les J. P. et camelots, provoquèrent des bagarres. Les pelotons de flics chargèrent immédiatement dans les tas ; à coups de poings ils frappèrent de préférence les militants socialistes. Dix charges furent lancées, les manifestants furent dispersés et la place St-Michel se remplit de policiers vintant de la Cité.

Malgré ces brutalités ignobles, qui montrent que la police protège ouvertement les fascistes, une réaction se produisit dans la foule, qui criait « assassins » aux flics.

La même police autorisa naturellement quelques jours après les manifestations des nationalistes autour de la statue de Drouot.

Réunions publiques de la LIGUE COMMUNISTE

Dans le 20^e arrondissement, le 25 novembre, à 20 h. 30 (lieu sera indiqué ultérieurement).

Dans le 18^e arrondissement, le 28 novembre, à 20 h. 30, Café-tabac, 58, rue Custine (18^e).

En quatrième page :

L. TROTSKY MARIA REESE ET LE COMINTERN. et la suite de : LA DECLARATION DE MARIA REESE ex-député communiste au Reichstag

Les bandes Nationalistes et Fascistes se réveillent

Un objectif de conscience mutilé la statue de Drouot le 11 novembre. Aussitôt la scallie nationaliste et fasciste sort de terre. La « Ligue des Patriotes », avec des généraux et des conseillers généraux, vient rendre hommage à Drouot, avec des discours chauvins. Toute la presse bourgeoise hurle. Les journaux du soir gonflent l'affaire.

Mardi matin, la presse bourgeoise, excitée, hurle au sacrifice. Les « Jeunes Patriotes » font circuler un tract : « Berlin acclame Hitler. A Paris, on mutila la statue de Paul Déroulède. » « A Paris, un Letourneur, traître à son pays, qui depuis longtemps aurait dû être fusillé, se fait le bas agent de l'Allemagne et mutila la statue du chanteur inspiré de la Patrie », etc.

Mardi, à 18 h. 30, des milliers de ces patriotes se rassemblent au square Laborde. Les flics laissent faire. Ils vont ensuite manifester jusqu'à l'Opéra. Les brutes fascistes menacent les ouvriers qu'ils rencontrent. Et toutes ces cliques qui se haïssent ont réalisé pour l'occasion le Front

unique. Les camelots sont côte à côte avec les J. P. et les salariés de Coty.

Mercredi matin, le Popu s'indigne. Dans l'Huma, PAS UN MOT. C'est clair : les stalinistes ne comprennent rien à ce qui se passe. Ils périssent à Saint-Denis, mais ne trouvent pas un mot devant cette prise d'armes fasciste.

Le jeudi, l'Huma publie un entretien du style que voici : « Entre le chalet de nécessité du square Laborde et le siège social illuminé du fait Nestlé, sont venus défiler les J. P., les anciens combattants d'Af. et les Croix de Feu, etc. » Et c'est tout.

Tous les travailleurs, nous disons : ces farceurs de l'Huma vous conduiront une fois de plus sous la matraque fasciste. Les bandes réactionnaires se dressent, s'organisent et constituent leur front unique, elles.

Dressez-vous aussi ! Constituez une MILICE OUVRIERE COMMUNE ! Voilà le mot d'ordre qu'il faut répandre et mettre en pratique. Nous y reviendrons.

Tous les jeunes mobilisés pour la Conférence d'Amsterdam

On sait que le 9 décembre devait s'ouvrir à Amsterdam la Conférence Internationale des organisations de jeunesse qui ont quitté les deux internationales banqueroutières. Bien des camarades parmi nous pensaient que vu le date si rapprochée, notre organisation, à peine en chantier, ne pouvait guère entreprendre une campagne suivie pour cette Conférence. Nous apprenons à l'instant que nos camarades de Hollande, qui se seraient réunis, ont décidé de la repousser jusqu'en fin janvier.

Cette nouvelle doit être pour nous tous un stimulant. Chacun de nous, chacun de nos sympathisants doit comprendre tout le prix que nous attachons à la Conférence d'Amsterdam. Les deux internationales ont fait lamentablement faillite. Leurs succès pour la jeunesse I. C. J. et I. S. J. S. ne sont plus capables de déformer la jeunesse révolutionnaire et de briser son élan. A cette heure c'est la tâche urgente de chaque jeune révolutionnaire que de travailler à édifier la nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse capable de relever le drapeau de Liebknecht et de Lénine.

Ce courant n'est pas fort seulement dans des organisations de jeunesse comme celle de l'O. S. P. hollandais qui cherche sa voie vers la gauche. Il grandit également, semble-t-il dans des organisations « 2 1/2 » comme la Jeunesse ouvrière roumaine et les Jeuneses Proletariennes Unitaires. Ces camarades, d'accord avec nous dans leurs appréciations de l'Internationale réformiste et de l'Internationale staliniste, comment pourraient-ils mettre leur espoir dans l'accouplement de ces deux organisations en faillite et fossoyeuses de la Révolution mondiale ?

Certes, il ne suffit pas d'être partisan d'une autre internationale, même tirée du numéro 4 de l'Essentiel est le contenu révolutionnaire de l'Internationale. A aucun prix nous n'acceptons que la nouvelle internationale soit bâtie sur un compromis entre réformisme et communisme. Nous ne voulons nullement chicaner sur les détails, surtout lorsqu'il s'agit d'une organisation de jeunes. Mais pour avoir sa raison

d'être, notre Internationale doit réaliser un progrès sur les deux autres.

Par conséquent, elle ne peut se placer sur une position intermédiaire, en fait, entre les deux internationales. Elle doit être édifiée sur les principes clairs du marxisme léninisme.

Il faut à tout prix, dès maintenant, affronter honnêtement nos opinions.

Dans ce but nous proposons aux camarades de Hollande d'envoyer des délégués à la conférence d'Amsterdam. Chaque délégué représentera réellement l'opinion de ses camarades. La conférence s'ouvrira après une discussion sérieuse dans laquelle des organisations et pourra effectuer ainsi un travail vraiment progressif.

En France également, le travail d'éclaircissement doit être mené sans tarder. Nous proposons aux J. P. U. une conférence d'informations de leurs adhérents et des nôtres pour confronter nos positions.

Mais il ne faut pas se contenter de discuter avec les camarades des J. P. U. En France, de nombreuses organisations cherchent leur voie. Même dans la J. C. et dans la J. S., bien des camarades s'orientent consciemment vers la nouvelle Internationale. Des sections entières des Jeunes Socialistes — et nous ne parlons pas de celles qu'influence l'Action Socialiste — ont plus confiance ni dans la J. C. ni dans la J. S. internationale. Il en est de même pour des formations indépendantes comme par exemple la Jeunesse Socialiste Indépendante de Marseille, l'Avant-Garde ouvrière et paysanne des Pyrénées-Orientales, la Jeunesse d'Unité Ouvrière de Clichy, et d'autres encore. Il faut que nos organisations envoient leurs délégués à Amsterdam. Cela nécessite de notre part une campagne ardente et sans répit pendant les deux mois qui nous séparent de la conférence.

Pour la conférence d'Amsterdam qui doit jeter les bases de la nouvelle Internationale de la jeunesse chaque bolchevik léniniste, chaque jeune léniniste doit se considérer comme mobilisé immédiatement.

AGEN.

Aidez-nous !

Un effort sérieux a été fait la semaine dernière. C'est plus de 600 numéros sur l'anniversaire d'octobre qui ont été vendus à la criée. Voilà un encouragement ! Mais c'est tout à fait insuffisant !

Nous voulons revenir au GRAND FORMAT des 1934 ! Il nous faut donc d'ici là un effort supplémentaire pour assurer la vie régulière de l'hebdomadaire.

Subscriptions reçues au 14 novembre

Table listing subscription amounts for various groups and individuals, including Groupe Paris-Sud, Brave, Geopari, Bardin, Groupe Rive Gauche, Groupe A., Groupe 18, Liste souscription 101, Claude 2, Br. 5, X. 5, Maur. 2, Mv. 2, Sh. 1, 50, V. 4, Sieve 2, Ton. 2, Bl. 5, Rila 3, Legr. 1, Luc, Rigole, Anonyme (de l'Ouest), P. Mougnet, V. Caligné, Bourhis, Gaston Montigny, J. Anonyme, Sousser, Gr. A., Les frères Risola, Salut à Ger., De Lyon, J. S. (de Londres), Albert, P. (Paris), XXX, Elle, Un camarade indochinois, Total 367 50

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

EN BELGIQUE APRES LES PLEINS POUVOIRS

“ Pour un gouvernement socialiste ”

Nous publions ici un autre extrait du document de nos camarades belges sur la Belgique après les pleins pouvoirs. L'article de Trotsky est une préface à ce document.

Jamais dans l'histoire du capitalisme belge le problème de l'Etat n'a présenté une importance telle qu'aujourd'hui. Le système parlementaire, comme système assurant la domination de la classe bourgeoise, dépassé par les événements, est à l'agonie.

La bourgeoisie ne voit pas sans appréhension la perspective de devoir passer au fascisme la gerance de son régime. Une telle opération lui serait aussi désagréable que coûteuse : elle se rappelle avec anxiété les mésaventures de l'Allemagne, prototype de la bourgeoisie conservatrice allemande. Par la bouche de ses éléments les plus clairvoyants — Crockaert et autres — elle commence à parler de « réformes » qu'il y aurait lieu d'apporter à la machine étatique. Elle aussi en appelle à ce « pouvoir fort » qui lui permettrait de mettre fin au « chantage » des mouvements ouvriers représentés par les chefs réformistes. D'ailleurs, les difficultés sociales internes qui ne cessent de se multiplier et les menaces de conflagration mondiale qui se précisent constamment pousseront la bourgeoisie belge à user de plus en plus des méthodes dictatoriales.

D'autre part le paysanerie, la petite bourgeoisie et les classes moyennes en général sont écrasés sous le poids des effets de la crise, des impôts. En majorité elles rejettent la responsabilité de leurs difficultés et de leur misère sur le système parlementaire. Un bourrage de crâne actuellement organisé par les réactionnaires leur fait croire que leurs maux viennent dans une grande mesure de « gaspillage » que constitue le soutien des chômeurs. Ce bourrage de crâne porte ses fruits. En outre, si l'avènement de la réaction en Allemagne a apporté chez elles la crainte d'une nouvelle guerre, cet exemple d'une victoire nette sur de puissantes organisations prolétariennes et l'éloignement de la menace révolutionnaire les porte à se pencher vers le système de la dictature et du « pouvoir fort ». L'idéologie du corporatisme fraie sa voie dans leurs milieux.

L'idée du « pouvoir fort » — Ordre, Autorité, Nation — se faufile également parmi les droitières du P.O.B. « Le Peuple » a fait grand cas d'un récent « brillant discours » du citoyen Max Buset dans lequel ont été défendues des conceptions de ce genre : le socialisme — ditons pour éviter la confusion, le réformisme — doit se retrancher à présent sur le terrain de la Nation, il lui faut abandonner l'idée de résoudre les difficultés à l'échelle internationale, il lui faut reconstruire des mesures d'inspiration d'organisation étatique sur la base corporatiste. Une telle conception va même jusqu'à « contenir » certains gauchistes.

Il faut remarquer que les problèmes du régime et de l'Etat cessent d'être le monopole de minorités restreintes. Ils préoccupent de plus en plus les larges masses. Les travailleurs, eux aussi, posent ce problème. Les ordres du jour émanant de réunions ouvrières et préconisant la prise du pouvoir par la grève générale et l'insurrection armée se multiplient. Ils expriment l'aspiration à des changements profonds dans la structure économique présente.

Les questions : pour ou contre la démocratie parlementaire, pour ou contre le régime fasciste, pour ou contre la dictature prolétarienne ont acquis dans ces derniers temps une importance primordiale. C'est autour d'elles que s'orientent et que se déroulent les prochaines batailles. Jusqu'à présent la lutte des classes est restée prisonnière du régime. Elle ne se fit qu'en fonction de la défense et de l'affirmation des intérêts de classe dans le cadre du régime existant. Aujourd'hui elle tend de plus en plus à se transporter sur le plan de la lutte pour le pouvoir, la transformation de l'Etat et du régime.

Pour le moment, la démocratie parlementaire est encore solidement en selle. Le fascisme en est encore à ses premiers débuts. Néanmoins, tout laisse prévoir qu'en Flandre il peut devenir rapidement un mouvement de masses. Cependant, très en conclusion qu'il est une menace immédiate serait faire un faux calcul du rapport des forces en présence...

Perspectives...

Ce qui reste pour la bourgeoisie et son régime actuel la menace la plus directe, c'est un mouvement de grève de masses. Un tel mouvement serait de nature à accélérer la modification du rapport des forces, en créant les conditions dans lesquelles prendrait vie, autour de

l'idéologie de l'Opposition Communiste de Gauche, un véritable parti révolutionnaire prolétarien. En déterminant, d'autre part, un développement accentué des forces contre-révolutionnaires du fascisme.

Cette perspective pose le problème de la Monarchie. Aujourd'hui notre roi-chevalier joue incontestablement un rôle effacé : visiter des foires aux chevaux, se promener sur les bords du Nil, présider des concours d'archers et signer de temps en temps des décrets-lois élaborés par Francoqui et consorts, telles sont à peu près les seules manifestations de sa paisible existence. Il n'en est pas moins évident qu'avec l'alignement des luites sociales le problème de la Monarchie et le sort de son représentant direct se posent avec acuité.

Dans les premières phases d'une bataille de classes telle qu'une grève générale de masses, banquiers, industriels et politiciens bourgeois seront poussés à faire appel à la social-démocratie qui reste malgré tout « la plus grande force organisée du pays ». Un gouvernement socialiste aurait pour tâche d'arrêter l'élan des forces prolétariennes déchaînées ; c'est à ce titre qu'il serait appelé au pouvoir par la bourgeoisie.

Dès le déclenchement de pareille lutte les tâches de l'avant-garde révolutionnaire seraient immenses. Pour repousser les charges lourdes sur le dos des classes possédantes, populariser ses conceptions sur la solution définitive et durable du problème social, populariser l'idée de la nécessité inéluctable du renversement violent des rapports sociaux qui enchaînent les forces productives, l'avant-garde aurait pour tâche de lancer elle-même le mot d'ordre « pour un gouvernement socialiste » et d'exiger ouvertement de ce gouvernement la réalisation du programme suivant :

- 1) Instauration d'un « pouvoir fort » contrôlé par les masses ;
- 2) Armement du prolétariat ;
- 3) Contrôle sur la production ;
- 4) Abolition de la monarchie, proclamation de la République ;
- 5) Socialisation des mines, des moyens de transport et des banques ;
- 6) Dissolution des partis et formations fascistes ;
- 7) Elargissement et amélioration des lois sociales au moyen de ressources tirées des classes possédantes ;
- 8) Abolition des traités secrets qui lient le pays à l'impérialisme français ;
- 9) Reconnaissance de Jura et reprise des relations économiques avec l'U.R.S.S.

Ces mots d'ordres, sauf ceux concernant l'armement du prolétariat et l'abolition des traités secrets, ont été avancés démocratiquement dans les congrès réformistes. Leur réalisme ralliera autour d'eux les masses. La lutte pour exiger leur réalisation effective mettra les chefs réformistes « au pied du mur ». Leur action contre-révolutionnaire de sauvetage du régime les masquera ouvertement et définitivement aux yeux des larges masses de travailleurs et les chassera dans le camp du capitalisme. Le prolétariat sentira la nécessité d'agir de ses propres forces et de sa propre initiative. Il sentira mieux que jamais la nécessité de créer et de soutenir un véritable parti révolutionnaire.

Dans les circonstances actuelles, c'est la première tâche à attendre pour créer les conditions d'une lutte révolutionnaire ralliant les masses d'exploités et visant les objectifs de la destruction de toutes les positions capitalistes, de l'expropriation des moyens de production, de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le 21 octobre 1933.

L'Opposition Communiste de Gauche de Belgique

LEON TROTSKY LA QUATRIEME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.

LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE L'importante brochure de Léon Trotsky doit être entre les mains de chaque militant. Adressez les commandes à La Vérité, 23, rue des Vinaigriers. Prix : 1 fr.

La situation en Europe

(Suite de la première page)

dérivons honnêtement dans la lutte pour un tel gouvernement ; avec vous, nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Encore plus, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires, qui sortiraient des limites de la démocratie (de la véritable démocratie), tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas mis consciemment du côté de la dictature révolutionnaire.

Telle doit être dans la période prochaine notre attitude envers les ouvriers socialistes et hors-parti. En occupant ensemble avec eux la position de défense démocratique, comme point de départ, nous devons dès le début donner à cette défense un sérieux caractère prolétarien. Il faut se dire fermement : nous ne permettrons pas la répétition de ce qui s'est passé en Allemagne. Il faut que chaque ouvrier avancé se pénètre complètement de la pensée : ne pas permettre au fascisme de lever la tête. Il faut entourer pas à pas et avec persévérance les maisons du peuple, les rédactions et les clubs, de l'anneau de la défense prolétarienne. Il faut entourer avec autant de persévérance tous les foyers de fascisme (rédactions de journaux, clubs, casernes fascistes, etc.) de l'anneau du blocus prolétarien. Il faut conclure des accords de combat entre les organisations ouvrières politiques, syndicales, culturelles, sportives et autres sur des actions en commun pour la défense de toutes les institutions de la démocratie prolétarienne. Plus ce travail aura un caractère sérieux et réfléchi et moins il sera criard et vantard, plus il conquerra rapidement la confiance des masses prolétariennes, en commençant par la jeunesse, et plus il mènera sûrement à la victoire.

C'est ainsi que nous nous représentons les grandes lignes d'une politique véritablement marxiste dans la période prochaine. Dans les divers pays de l'Europe cette politique prendra, assurément, des formes diverses, qui dépendront des circonstances nationales. Suivre attentivement les changements de la situation et les modifications dans la conscience des masses, lancer à chaque nouvelle étape les mots d'ordre, qui découlent de toute la situation, — c'est la tâche de la direction révolutionnaire.

Le 7 novembre 1933. L. Trotsky.

SERVICE DES LIVRES

Nous ne pouvons fournir que les livres indiqués dans la liste ci-dessous. Pour toute commande au-dessus de 10 fr. joindre 10 % en plus pour frais de port.

OUVRAGES DE L. TROTSKY

Cours Nouveau (1923)	Fr. 3 50
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925)	3 50
Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931)	4 50
Le Maintien (1932)	3
La Seule Voie (1932)	2
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933)	épuisé
Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.)	0 25
L'Economie Soviétique en danger (1933)	1 50
Les Problèmes de la Guerre Civile (1924)	1 50
La Révolution Défigurée	1 50
Ma Vie (3 vol.)	30
La quatrième internationale et l'U.R.S.S.	1
CH. RAKOVSKY, Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S.	Fr. 2
La Lutte de Classes, Année 1930	20
La Lutte de Classes, Année 1931	20
La Lutte de Classes, Année 1932	20
Declarations pour le Congrès antifasciste européen de Paris (juin 1933)	épuisé
Qu'est-ce que l'Opposition Communiste de Gauche ? (1932)	1 50
Par 10 exemplaires	1
Adresses des commandants à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10 ^e)	2
Compte cheque-postal, Naville 1233-80, Paris	2

A PROPOS DU BOYCOTT DE L'ALLEMAGNE

Pas un train, pas un bateau !

Lorsque la Fédération Syndicale Internationale adopta à son Congrès d'Anvers, la décision de boycotter les produits de l'Allemagne, nous avons dit qu'une telle décision, par sa forme générale et vague, ou bien serait inopérante ou bien servirait aux impérialismes rivaux pour déloger l'impérialisme allemand de certains marchés. Nous ne connaissons pas à présent de coopératives dépendant directement ou indirectement des réformistes de la F.S.I., qui aient appliqué cette résolution. En France, cette résolution est restée dans les bureaux de la F.S.I.

Cependant dans quelques pays, on a voulu la mettre en application. Les syndicats suisses, par exemple, ont voulu ainsi appeler les gens à lutter contre le fascisme. Dans le « Bulletin de presse » de la F.S.I., une courte note nous signale que des difficultés nombreuses se présentent dans la pratique, étant donné la facilité avec laquelle on peut, si besoin est, dissimuler la provenance des marchandises.

Comment les réformistes suisses ont-ils tourné la difficulté ? En publiant des noms et adresses des firmes suisses qui peuvent fournir des produits à la place des marchandises allemandes. Le service de presse de l'Union syndicale suisse écrit textuellement ceci : « L'autre difficulté, savoir si une marchandise obtenue jusqu'ici d'Allemagne est obtenue dans la production suisse, peut être vaincue comme ceci : désormais nous publierons des listes indiquant où on peut se procurer, de provenance suisse, les différents articles. »

C'est clair : en fait de lutte contre le fascisme, les réformistes suisses se font les agents de publicité des capitalistes suisses. Ils n'emploient même plus toute une phraseologie pour faire

adopter par les travailleurs suisses une politique conforme aux intérêts du capitalisme ; ils leur disent crument qu'il faut prendre le parti de ceux-ci contre les autres capitalistes.

La décision de la F.S.I. prend la toute sa signification. Elle est une arme d'impérialisme contre un autre impérialisme. Les travailleurs ne doivent pas s'en servir : on ne lutte pas contre le fascisme hitlérien en soutenant ses propres capitalistes qui, demain, emploieront les mêmes méthodes que Hitler.

Cela ne veut pas dire que l'arme du boycott est à rejeter. Non, mais il faut l'utiliser autrement. Un boycott général, de longue durée, est inopérant ou sert d'autres ennemis du prolétariat.

Ce qui est parfaitement réalisable, ce qui peut être efficace, ce qui doit donc être fait, c'est un boycott limité dans le temps. Nous avons affirmé la nécessité, pour arrêter la terreur hitlérienne, pour arracher au bourreau les accusés de la F.S.I., d'organiser un boycott de l'Allemagne fasciste de 24 heures, une grève générale telle que pendant ce temps pas un train, pas un bateau ne serait destiné pour ce pays.

Une telle manifestation aurait une portée considérable : manifestation de solidarité prolétarienne, elle insufflerait courage à ceux qui, là-bas, menent une lutte héroïque, elle désorganiserait en même temps d'une manière appréciable l'économie mondiale. Devant une telle manifestation de puissance prolétarienne, le capitalisme devrait reculer.

Pas de boycott à la manière des syndicats suisses. Mais grève générale de 24 heures contre la terreur fasciste !

A CUBA

La contre-révolution a subi un échec

Les derniers événements montrent sous un jour cru la réalité, qui s'affirmait depuis longtemps déjà, d'un danger contre-révolutionnaire.

L'important dans l'affaire est le fait de voir la partie de l'armée qui a « lâché » Bastista passer à la contre-révolution. Ou plutôt, ce qui paraît plus exact, car il est impossible que dans cette période de montée révolutionnaire le prolétariat n'ait pas attiré une partie, il faudrait dire que la contre-révolution a su grouper autour d'elle les éléments les plus réactionnaires de cette armée qui ne sont peut-être qu'une minorité (le nombre des rebelles qui est inférieur à 5.000 permet ces suppositions). Dans la révolution russe, alors que la montée fébrile de la révolution était accompagnée d'un processus de désorganisation intense de l'armée, on put voir le général Kornilov marcher sur Petrograd à la tête de quelques régiments de cosaques réactionnaires.

D'autre part il est probable que la déroute subie par le parti les tentatives contre-révolutionnaires.

Il sera très difficile aux staliniciens d'expliquer

Sur un manifeste du P. C. A.

La révolution prolétarienne contre la dictature fasciste en Allemagne est à l'ordre du jour.

Si les mots ont un sens, cela veut dire qu'actuellement les conditions sont mûres pour la révolution en Allemagne. Et les gens qui évaluent cela sur la base de ce qui est en train de se passer dans des colonnes massives d'avant le triomphe du fascisme aucune des conditions qui font mûre une situation révolutionnaire n'ont été présentes !

Mieux : quelques lignes après cette affirmation irresponsable et dénuée de tout fondement, le manifeste écrit : Le prolétariat a été dépossédé de tous ses droits. La terreur contre les masses atteint des proportions inouïes.

En général, le manifeste est un tissu verbeux de contradictions, où les phrases grandiloquentes masquent le vide complet des conceptions. A ceux qui écoutent encore, le stalinisme prépare de cruelles déceptions.

cette « défense » d'un Grau San Martín. Ces gens-là ne voient et ne veulent voir (c'est la ligne) dans tout ce qui n'est pas le P. C. officiel que des variétés de fascisme. La tentative de coup d'Etat de Kornilov nous fournit un exemple frappant de la sottise révolutionnaire du bolchevisme. Dans les jours qui la précédèrent les bolcheviks avaient goûté les douceurs de la fusillade « démocratique » de Kerenky (alors au pouvoir). Lénine se permit en Finlande, Trotsky était à la forteresse Pierre et Paul. Ce n'est aujourd'hui que en sous-main, Kerenky soutient Kornilov. En dépit de cela les bolcheviks proposent à Kerenky le front unique pour battre Kornilov. Et ce dernier échoua.

Pour ce qui est du gouvernement actuel de Cuba, le gouvernement de Grau San Martín, la nouvelle partie dans le « Temps » du mardi 11 novembre dit : « qu'aucun rebelle ne sera fusillé et que tous les civils arrêtés seront mis en liberté dans 2 jours ; plusieurs jeunes gens de moins de 18 ans ont été libérés » montre assez que quel sens il comprend la répression contre la droite et par là où vont ses sentiments. En réalité, San Martín comme Kerenky, est ce qu'il représente, par ce qu'il est, devait prendre l'attitude qu'il a prise car les masses petites bourgeoises qui le suivent sentent le danger d'un coup d'Etat réactionnaire. Ces masses croyant tenir le pouvoir et en même temps subissant la pression du prolétariat sentent derrière le docteur Sturaud poindre le nez de Sumner Welles, ambassadeur des E. U. et entendent garder le pouvoir. L'avenir démontrera ce qu'il en est.

« L'humanité » sur un air déconforté consent pour le coup à transmettre autre chose sur la droite et par là où vont ses sentiments. En réalité, San Martín comme Kerenky, est ce qu'il représente, par ce qu'il est, devait prendre l'attitude qu'il a prise car les masses petites bourgeoises qui le suivent sentent le danger d'un coup d'Etat réactionnaire. Ces masses croyant tenir le pouvoir et en même temps subissant la pression du prolétariat sentent derrière le docteur Sturaud poindre le nez de Sumner Welles, ambassadeur des E. U. et entendent garder le pouvoir. L'avenir démontrera ce qu'il en est.

« Quoi qu'il en soit, cette tactique a sauvé pour un temps les conquêtes du prolétariat et peut permettre avec de nouvelles conquêtes le renforcement décisif qui mènera à la prise du pouvoir et le prolétariat sait en tirer les profits qui s'imposent.

(Suite du précédent numéro)

Il est tout à fait caractéristique que la délégation ait ignoré les manifestants qui l'attendaient et acclamant des mots d'ordre. Au lieu de cela, Lord Marley s'adressait à la presse. Il dit que le Congrès qui devait se tenir à Shanghai était organisé par le Congrès mondial contre la guerre auquel étaient affiliés « plus de 30 mille organisations groupant des millions de personnes ». (Nous savons à quel nous en tenir et sur les « milliers » et sur les « millions » de « militants ».)

Le Lord Marley exprima l'espoir que la conférence serait capable d'établir un bureau permanent pour l'Extrême-Orient. « Avec l'aide du peuple nous devons être capables de faire quelque chose. Nous dépendons de tout le peuple conscient d'ici et d'ailleurs ». Là-dessus, les redoublés adversaires de la guerre se dirigèrent en automobile vers des hôtels confortables, privant les manifestants, de leur « héros ».

Détachement des masses, mépris de l'intellectuel pour le « commun peuple », l'espoir de faire quelque chose, voilà la véritable mesure de cette dernière équipe stalinienne. Le jour qui suivit son arrivée, la délégation donna un communiqué :

« La délégation remercie la presse anglaise et française de Shanghai pour l'intérêt qu'elle lui a montré dans sa mission en Extrême-Orient. ... Le Gouvernement français n'a jamais fait obstacle au Comité de Front uni contre la guerre, et des meetings ont été tenus dernièrement à Paris dans des salles comblées comme à la salle Bullier, en présence de plusieurs milliers de membres et de sympathisants pleins d'enthousiasme.

Tout à fait incongrue est l'attitude du gouvernement chinois qui interdisait à la presse chinoise toute mention de la délégation, autorisée cependant la presse anglaise... Et cette oukase est réellement fondée, elle a été décidée sur une fautive information des intentions de la délégation qui ne sont et n'ont jamais été que l'indépendance nationale et la liberté de la Chine. »

La presse impérialiste de Shanghai est remerciée par la délégation qui comprend le communisme Vaillant-Couturier, pour l'intérêt qu'en l'occurrence elle a manifesté pour persuader les autorités chinoises et impérialistes de ne pas autoriser la tenue du Congrès.

La délégation d'Amsterdam devant les ouvriers chinois

Une atterrante surprise est exprimée contre les révérences de la censure du gouvernement chinois envers des délégués « qui ne sont et n'ont jamais été que pour l'indépendance nationale et la liberté de la Chine ». Le rédacteur à l'« Humanité » doit savoir que le gouvernement de Nanking est engagé dans une lutte sincère pour l'indépendance et la liberté de la Chine des impérialistes, afin d'utiliser l'aide de ces derniers pour maintenir sous le joug les masses chinoises. Ou croit-il peut-être qu'une flatterie administrative de la meilleure eau stalinienne peut amener Nanking à tolérer du Congrès ?

Lord Marley et le docteur Marteaux allèrent au Japon pour essayer de ramener une délégation japonaise. Cela leur fut interdit et ils furent repoussés sans succès le prochain bateau pour Shanghai. Le geste suivant de Lord Marley fut de faire un meeting au « Rotary Club » de Shanghai et devant de gros hommes d'affaires chinois et étrangers. Il exposa son opposition à la guerre dans le but (ce sont ses propres mots) de désigner « le préjugé » qui existait contre le Congrès. L'antipathie des gros hommes d'affaires au mouvement contre la guerre est un préjugé.

En dehors de ces remarques peccatisées, Lord Marley dit aux rotariens que « en Russie, un bon gouvernement dépend de la critique constructive du gouvernement par le peuple ». Cette auto-critique est librement exprimée à la fois en public et en privé ; elle est encouragée comme un trait essentiel du gouvernement par le peuple. Le correspondant de Tass, sans aucun doute, dut transmettre cette affirmation à qui de droit pour le matériel de « réponse » à l'opposition de gauche. Même un Lord Marley a son utilité.

Quand il devint clair que les autorités chinoises et impérialistes au dépit de la présence de Lord Marley, compréhendaient que les actes de

la délégation avaient quelque chose de commun avec le mouvement communiste, Lord Marley déclara catégoriquement dans la presse que le Congrès de front unique contre la guerre qui devait se tenir à Shanghai était sous les auspices de la 3^e Internationale. « Quelque, ajouta-t-il, la représentation communiste est la bienvenue ». Ensuite, il s'adressa au major Wu-Teh-Chen pour briser ce préjugé des gentlemen. Il assura au Major Wu-Teh-Chen que « aussi longtemps qu'il serait le président du Congrès il ne serait pas possible que le Congrès soit exploité par les communistes comme un tremplin pour leurs propres buts ».

Le délégué anglais Gerald Hamilton se rendit à Nanking pour dissiper les « préjugés » des vieux amis de Staline et de Wang-Ching-Wei que son « gauchisme » l'un dernier, précipita dans les armées de Tehang-Kai-Shek où il se trouve encore. Hamilton fut poliment informé par le secrétaire de Wang qu'au cours de l'entretien qu'il aurait, il ne devrait pas parler du projet du Congrès. Ce n'était donc pas une entrevue. La sagesse politique élémentaire ordonnait d'exploiter le refus de Wang de discuter le Congrès comme preuve du rôle du gouvernement de Kuo-Min-Tang en tant qu'aide de camp des fondateurs de guerre impérialiste. Mais au lieu de cela, avec une adresse d'homme d'Etat obéissant aveugle, Hamilton déclara à la presse « qu'il était hautement satisfait du résultat de sa visite ».

Quelques commentaires sagaces sur le projet de Congrès et sur la délégation ont été publiés dans la presse impérialiste de Shanghai. Le « Daily News » de la Chine du Nord, considérant que le Congrès avait de grandes chances de se « fourvoyer » déclara qu'en dépit des figures distinguées en littérature et en art dont on ne sait pourquoi elles se sont lancées dans cette organisation, « il est nécessaire de ne pas perdre de vue que le Congrès ne représenterait rien du tout et n'est d'aucun poids ».

En fait, Lord Marley et ses collègues ne représentent qu'un indéchiffrable comité contre la guerre dans les pays d'où ils viennent. L'organe impérialiste estime qu'il ne représentait rien parce qu'il n'avait aucun mandat officiel, si ce n'est celui de Moscou. Mais notre critique est basée sur le fait qu'il ne présente aucune organisation qui ait ses racines dans les masses prolétariennes.

La presse chinoise demande : que peut faire de bon une telle conférence ? Et elle répond : Il existe un tel danger de guerre dans le pacifisme qu'il est logique de tenir une Conférence contre la guerre dans cette région. En supposant que la conférence cherche à faire quelque chose contre la menace de guerre (il n'y a aucune garantie pour une telle supposition), il n'est pas douteux que Lord Marley et nombre de ses collègues soient sincèrement anxieux d'aider la cause de la paix. Mais ils peuvent imaginer des modes plus originaux au service de leur projet que la tenue d'une conférence.

Ces paroles méprisantes doivent être bien retenues par les communistes chinois. Mais, c'est un trébuchet commentaire de l'état de l'internationalisme que les communistes aient à rechercher dans le stalinisme le sagesse politique dans les colonnes de la presse bourgeoise.

Lord Marley et ses compagnons sont maintenant depuis trois semaines ici, et n'ont absolument rien fait. La date du Congrès projeté n'est pas encore fixée. Il est douteux en vérité, qu'il ne se tienne. Les autorités anglaises, françaises et chinoises ont déjà montré clairement qu'elles ne permettraient pas la tenue du Congrès dans leur ressort. Il n'y a pas de préparation du Congrès, ni politique, ni organisationnelle avant l'arrivée des délégations à Shanghai. Elle a été très mince depuis cette arrivée, et d'une valeur douteuse.

Lord Marley et compagnie sont confortablement installés dans leur hôtel, attendant du

nouveau. Ils ont annoncé qu'ils resteraient là six mois s'ils le fallait pour tenir le Congrès. Mais toutes les déclarations des trompettes staliniennes sont incapables de donner un Congrès — si en vérité il se réunit un jour — le caractère progressif dont il est privé par son manque de caractère représentatif et la faillite avérée de toute préparation sérieuse.

Shanghai, le 8 septembre 1933.

LES EDITIONS RIEDER

LEON TROTSKY

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

LA REVOLUTION DE FEVRIER

TOME II

Traduction de Maurice Parijanine

Un volume in-8° écu. . . . 20 fr.

7, place Saint-Sulpice, Paris (6^e)

L'AVANT-GUARDIE

A PROPOS DE L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

La C.G.T. et la scission socialiste

Indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques, c'est ce que réclament les socialistes de la Révolution prolétarienne, c'est ce que les dirigeants réformistes prétendent garantir dans la C.G.T. Et en écho, les leaders socialistes affirment ne pas vouloir toucher à cette « indépendance » de syndicalisme. Il faut seulement être de vulgaires communistes pour oser porter atteinte à une divinité pareille.

Il y a bien longtemps que les communistes ont démontré qu'il n'y a pas d'indépendance du syndicalisme, que cette formule servait aux adversaires du communisme pour en combattre l'influence dans les syndicats et pour mieux faire suivre à ceux-ci une politique réformiste. Mais cette démonstration maintes fois fournie a été presque complètement oubliée par la politique imbécile et la bureaucratisme brutale imposées par les staliniens là où ils en eurent la possibilité. Il est donc bien utile de la reprendre à la lumière des événements actuels.

C.G.T. et parti socialiste sont « indépendants » : tout au plus entretenaient-ils des amitiés personnelles entre quelques dirigeants de l'une et de l'autre. Et cela suffisait pour dissuader les appréhensions des collaborateurs de la Révolution prolétarienne. Mais arrive la scission dans le parti socialiste et les choses commencent à se gâter.

Droite et gauche socialistes se disputent non seulement des membres du parti, mais aussi les masses ouvrières soumises à l'influence du parti. Et où donc les chercher sinon dans la C.G.T. d'abord ? Et quel gain en premier lieu, sinon l'appui des bouzes syndicaux ? Tout en restant évidemment pour l'indépendance sacrée du syndicalisme, la cassure entre la droite et la gauche vient de se produire tout dernièrement sur l'article de projet de loi relatif à l'article visant les traitements des fonctionnaires. La gauche d'exulter : les syndicats de fonctionnaires, la C.G.T., sont avec nous, l'occasion est belle pour vider la droite d'un grand nombre de positions dans le mouvement syndical. Mais la droite ne restait pas muette. Déjà ne lâche pas ses mots : « Nous savons de sources directes, écrit-elle, que la C.G.T. était pour la transaction ; il suffit d'entendre dans les couloirs les plaintes amères de certains secrétaires de puissantes Fédérations ouvrières. » C'est précis comme déclaration ; il manque des noms, mais qui a le droit de ne pas être embarrassé dans ce cas ? Déjà ne devait pas être embarrassé pour le journal le cas échéant. Effectivement quelques jours après, dans l'« Appel », il mettait en cause des dirigeants de la Fédération confédérée des mineurs, ceux mêmes qui affectent de préparer la

résistance des mineurs à l'offensive patronale. Mais c'est un autre sujet que nous n'aborderons pas ici.

La bagarre devenait plus violente. Les syndicats prenaient position contre les réformistes ; ces derniers se rebiffaient et n'auraient certainement pas manqué de mettre en cause plus d'un chef du mouvement syndical réformiste. L'indépendance du syndicalisme, cette idole, était piétinée par ses partisans. Il fallait de toute urgence sauver les apparences, il fallait conserver à l'indépendance du syndicalisme son caractère d'invulnérabilité. Enfin, et surtout, ces messieurs de la direction de la C.G.T. voulaient voir venir les événements et ne pas s'engager imprudemment avec les uns ou avec les autres. Il en résulta une décision de la Commission administrative de la C.G.T. : désormais dans le journal de la C.G.T., « Le Peuple », ne paraîtront plus d'articles de députés socialistes de l'une ou l'autre tendance. Le syndicalisme de Jouhaux s'était réfugié en virginité.

Nous ne doutons pas que, dans le prochain numéro de la « Révolution prolétarienne », on soit satisfait de cette décision. Les combattants l'accepteront aussi ; en qui l'impossibilité de mener dans les colonnes de « Peuple » la lutte pour-elle les empêcher de se combattre, plus « soûlement » peut-être mais non moins efficacement, dans les syndicats, de se disputer les militants.

Ces incidents qui ont montré que la scission socialiste avait ses repercussions dans les syndicats mettent une fois de plus en lumière que l'indépendance du syndicalisme n'est qu'une formule sans signification en soi. C'est pourquoi les communistes la combattent, ne voulant pas nourrir des illusions parmi la classe ouvrière. Les syndicats doivent être, selon nous, les organisations où tous les socialistes se groupent, où chacun et chaque tendance peuvent apporter, proposer, défendre leurs conceptions de la lutte ouvrière, l'orientation étant définie à la majorité des syndiqués.

Sous le couvert de l'indépendance, on a mené la lutte contre le communisme, on a pu réaliser la scission en 1921 ; ceux mêmes qui la prouvent la placent aux moments des crises politiques. Une formule de ce genre doit être ardemment combattue. Il faut lui opposer la seule conception de l'organisation syndicale qui permette la lutte ouverte des tendances dans une organisation syndicale unifiée. C'est sur cette seule base que l'on pourra aboutir à reconstruire l'unité syndicale, une des nécessités primordiales pour la classe ouvrière à l'heure présente.

DANS LA C. G. T. U.

Les conflits s'aggravent

La lutte de la direction confédérale contre les minorités ne cesse évidemment pas. Dans l'Enseignement, on n'engrègerait aucun fait nouveau de la part des staliniens. Ce que nous croyons devoir déplorer, c'est la riposte extrêmement faible de la direction fédérale. Au conseil du syndicat de la Fédération, devant l'exemple que le camarade Serret a écrit aux dirigeants de la M. O. R. pour leur demander des précisions quant à leurs intentions. Ces derniers en ont profité pour affirmer, la main sur le cœur, la pureté de leurs actes, leur fidélité à la Fédération, etc., etc. Enregistrons ces déclarations à titre de curiosité, mais nous croyons toujours qu'une campagne énergique, vigoureuse de la part de la direction fédérale pour alerter non seulement ses syndicats mais aussi tous les travailleurs organisés dans la C. G. T. U. est d'une nécessité impérieuse pour faire reculer la majorité confédérale.

Au lendemain du Congrès d'Hyères, les minorités s'étaient associées sur une déclaration qui, en plus des positions syndicales sur lesquelles nous nous sommes exprimés, contenait une affirmation de défense solidaire contre des tentatives d'exclusion. Il est regrettable de constater que ce passage est resté inappliqué. Enseignement et Bâtiments en particulier n'ont pas fondé leurs efforts.

On a là une fois de plus en aperçu des armes empoisonnées des staliniens. Nous ne savons si l'accusation est fondée ou non. Mais nous devons noter : 1° qu'on ne la lance qu'au moment où le militant en question n'est pas d'accord ; 2° qu'on refuse de la soumettre à une commission d'enquête régulière pour le faire devant un tribunal de l'appareil qui condamnera par ordre. Enfin, soulignons l'hybris de la Vie Ouvrière, organe de la direction confédérale qui, pour n'avoir pas à s'exprimer ouvertement par une accusation formulée en premier lieu dans son parti, comme si elle n'avait aucun lien avec ce parti.

Où même-t-on la C. G. T. U. ? Sur quelle voie entraîne-t-on une avant-garde importante du prolétariat français ? Qu'on songe à l'expérience allemande, à la politique criminelle de la R. G. O. Si dans la C. G. T. U. l'on ne s'arrête pas sur la voie des exclusions pour délégitimer la tendance, si on ne se met pas résolument à une politique unitaire, on achèvera de briser le noyau syndical révolutionnaire.

En ce qui concerne ces derniers, la direction confédérale a été contrainte de battre en retraite. Malgré les déclarations, les lettres, les comptes rendus parus dans l'Humanité, la création d'un syndicat de la Remonte n'a pas trouvé de succès contre la formation d'une section de la Remonte par le Syndicat existant. Et le résultat le plus sûr est de faire passer immédiatement celui-ci dans l'autonomie ; Blanckaert avait nettement indiqué aux dirigeants confédéraux qu'il ne se laisserait pas faire. Devant une perspective aussi mauvaise, la direction de la C. G. T. U. a engagé ses députés à former une section de la Remonte, adhérente au Syndicat unique des Bâtisseurs.

Le conflit est-il terminé ? Nous ne le croyons guère. Les termes de la note parue dans l'Humanité sont ambigus. Est-ce une action rivale de la section créée ou bien est-ce l'entrée dans le conflit qui est impliquée dans cette note ? On ne le sait. A cela s'ajoute des conditions et des prétentions au sujet de la démocratie syndicale, cette dernière ne servant que de prétexte pour susciter des conflits avec la direction syndicale. Il est donc certain que la direction confédérale va poursuivre la lutte contre la direction syndicale par tous les moyens, s'efforçant de lui rendre la vie impossible dans la C. G. T. U. Tous les prétextes lui seront bons ; on peut déjà constater que le conflit des dockers de Dunkerque est beaucoup moins orienté sur la lutte contre le patronat que contre Engler et Blanckaert, membres de la C. G. T. U.

La direction du Syndicat des Bâtisseurs a riposté énergiquement et a emporté la première manche. Mais qu'elle ne se repose pas sur sa victoire et surtout qu'elle a aussi cherché à trouver des appuis dans la C. G. T. U. ; c'est la condition indispensable pour ne pas succomber en face des manœuvres staliniennes.

Depuis des mois un conflit existe entre la direction confédérale et un syndicat de sa majorité, le Livre-Papier parisien. A la base se trouve des divergences de méthodes de travail syndical, mais jusqu'à ce jour, cela n'a pas été mis en lumière. Le conflit a surtout eu l'aspect d'un conflit de personnes au sein de la fraction stalinienne du Livre-Papier.

A l'occasion du récent congrès de la Fédération unitaire du Livre-Papier, ce conflit a rebondi, et il est vraisemblable qu'il s'amplifiera. Le secrétaire du syndicat parisien fut accusé par les dirigeants fédéraux d'être un patron exploitant des prolétaires. Au congrès à Grenoble, les délégués du syndicat parisien exigèrent une commission d'enquête à ce sujet ; on la leur refusa, en promettant d'en nommer une à Paris. Là-dessus ils quittèrent le Congrès.

APRÈS LA CONTROVERSE GITTON-LAPLAGNE

Ce qu'est la Fédération Autonome des Fonctionnaires

La Fédération Autonome des Fonctionnaires est à nouveau à l'ordre du jour dans la presse stalinienne. Brusquement la C. G. T. U. a découvert qu'il fallait qu'elle disparaisse, par se fonder dans l'une ou l'autre Centrale.

Heureusement la F. A. n'obtempérera pas et résistera à ceux qui font tout pour la pousser dans les bras de la C. G. T. U.

Pour comprendre l'attachement à la position d'autonomie de cette fédération, il est nécessaire de faire un peu d'histoire.

Après avoir adhéré à la C. G. T. la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires (secrétaire Laurent) entra dans l'autonomie au moment de la scission de Lille afin de conserver son unité organique.

Jusqu'à la fin 1923 environ, le bureau fédéral entretenait l'esprit combatif des fonctionnaires organisés, les appelait à la lutte, organisait à Paris des manifestations de rue importantes et se plaçait sous le signe de l'action communautaire. Mais avec la campagne électorale de 1924 et, bien plus, après l'accès au pouvoir du Bloc des gauches, les tentatives à rechercher la collaboration avec les Pouvoirs publics, les manœuvres pour faire avorter les explosions de colère, commencèrent à se montrer et à se développer. C'est alors que se constituait et s'organisaient une opposition qui avait commencé à se manifester par le personnage de Piquemal, membre du bureau fédéral avant 1924.

De 1924 à 1927, l'opposition se développe. En restant sur le terrain des revendications immédiates, elle demande la réévaluation contre la persécution (le panier de crabes) poursuivie par le B. F., elle demande l'application de moyens d'action énergiques, vigoureux, la préparation des esprits à la grève, la lutte contre le pouvoir, qu'il soit bloc des gauches ou bloc des droites, chaque fois qu'il refuse aux fonctionnaires la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Elle grossit à chaque congrès : les 42 voix obtenues par l'opposition, lors de sa première manifestation, en 1924, deviennent, en décembre 1926, 130 contre le rapport moral, Le Bu-

L'action des prolos de la coiffure

Les coiffeurs ont toujours été traités en pauvres dans le prolétariat. Ils furent l'objet de ces années pour se faire reconnaître la qualité d'ouvrier. Avant la guerre, quand leur mouvement syndical se développait, ils réussirent à arracher le repos hebdomadaire !

Et en 1920 quand devant les masses prolétaires en ébullition la bourgeoisie apeurée lâcha les 8 heures, les ouvriers coiffeurs restèrent soumis à un règlement d'administration publique qui fixait suivant les villes la durée du travail hebdomadaire de 54 à 61 heures. Ce accord en outre aux patrons 52 heures de dérogations annuelles et ceux-ci n'eurent rien de plus pressé que d'en prendre une chaque semaine. C'est ainsi qu'à Paris on arrivait à 55 heures de travail hebdomadaire.

Les organisations ouvrières ne se contentèrent nullement de cet état de choses et leur action fut orientée pendant des années vers les 40 heures.

Un grand pas en avant fut la signature en mai 1932 d'un accord inter-syndical fixant à 52 heures au maximum pour la banlieue parisienne. La fermeture à midi le dimanche pour les salons « lundistes » était également accordée ; on donnait aux « dimanchistes » le repos du lundi matin. Mais dans le camp patronal la discipline restait ; les gros patrons du centre, exploitant dans les salons les camarades étrangers se voyaient lésés au particulier par l'interdiction de faire le roulement à midi. Plus sous la menace d'un renvoi. Les coiffeurs eux, voyaient cette réforme avec sympathie, comprenant avec juste raison qu'une diminution des heures de travail ne pouvait que les favoriser.

Les patrons capitalistes constituèrent un syndicat indépendant et avec quelques valets du Palais-Bourbon, mirent le décret en échec devant le Conseil d'Etat. On vit aussi la « Ligue des Coiffeurs », Georges Maus, faire des articles dans le « Matin » où il dénonçait clair comme le jour qu'en augmentant le travail de chaque ouvrier on arrivait à diminuer le chômage ! ! !

Les prolos de la coiffure qui en ont vu d'autres ne se laissèrent nullement impressionner par ces arguments spécieux et continuèrent leur action. Un meeting auquel plusieurs milliers de camarades répondirent à l'appel de leurs organisations fut tenu à Boulogne. On vit sur cette question précise du décret de 52 heures un front unique des deux syndicats ouvriers et du syndicat patronal groupant les artisans et petits coiffeurs de la périphérie. Mais le syndicat patronal indépendant veillait et continuait sa lutte de pression sur les parlementaires de gauche. Des délégués au ministère des Travaux appuyés par des manifestations des chômeurs au bureau de placement et aussi contre les patrons réfractaires sabotant les lois sociales devaient donner leur avis. Le décret des 52 heures est maintenant applicable. Nos copains de boulogne ne furent pas 52 heures, soit 6 heures de moins par semaine. Tous les salons de la Région Parisienne seront fermés de midi 30 à 14 heures. C'est un fait important qui nous rapproche des 48 heures si les ouvriers continuent l'action engagée. D'abord, l'application intégrale du règlement ; sur ces réfractaires les moyens que nos camarades connaissent ! Et pour être plus forte, renforçons l'organisation syndicale unitaire qui est la seule à défendre de son mieux les intérêts ouvriers. Es-t-ce à dire que nous rejetons les ouvriers confédérés de côté ? Nous adressant à leur organisation nous proposerons le front unique d'organisation à l'organisation pour des revendications qui sont communes.

Mieux encore, en communistes qui se souviennent des idées de Lénine nous devons œuvrer à la fusion des deux organisations, seul moyen efficace de lutte des ouvriers coiffeurs.

Un syndicat unitaire.

SOLLICITUDE REFORMISTE

Les Confédérés devant les marches de chômeurs

Nous avons exprimé notre point de vue sur les marches de chômeurs. C'est une initiative à encourager, mais, elle ne peut réussir qu'en s'appuyant sur un mouvement puissant des chômeurs, lui-même intimement lié au mouvement ouvrier.

L'Union des Comités de chômeurs de la Région Parisienne, s'était adressée à l'Union départementale confédérée afin d'obtenir son appui dans cette action engagée pour les revendications des chômeurs. Là encore, l'initiative était bonne. Il eût été excellent que le front unique des organisations syndicales se réalise pour la première fois à propos d'une question aussi importante que la lutte contre le chômage.

Malheureusement, il n'en sera pas ainsi. Le front unique des organisations syndicales ne se réalisera pas. Car les dirigeants réformistes ont répondu négativement aux comités de chômeurs, en enveloppant leur refus dans des considérations qui se dévoilent d'instinct de bureaucraties réformistes dénuées de tout caractère de difficulté avec la bourgeoisie et les pouvoirs publics.

D'abord ils commencent par affirmer avoir fait beaucoup pour les chômeurs, en distribuant des secours de l'ordre de plusieurs centaines de mille francs, opposant cette action à la lutte des comités de chômeurs. L'esprit réformiste apparaît avec éclat ; on ne considère pas que le chômage est engendré par le capitalisme et, par conséquent, qu'il faut par l'action ouvrière obliger le capitalisme à subvenir aux besoins des travailleurs qu'il jette sur le pavé ; on considère à la direction de la C. G. T. que la lutte contre le chômage consiste avant tout dans le soutien des chômeurs par les ouvriers encore occupés aux dépens de leurs maigres salaires. Le régime capitaliste est coupable de « chômage », mais c'est aux ouvriers à s'arranger entre eux, telle est la doctrine de la direction réformiste de la C. G. T.

Bien entendu, on ne dit pas les choses aussi crûment ; et on écrit même qu'on est engagé pour une action des chômeurs, mais que celle-ci doit être raisonnable, modérée, elle ne doit pas sortir des limites des convenances. Sur les marches de chômeurs en général, on se déclare favorable, mais dans le cas particulier on est hostile. Les Guiraud et Lesfèvre rappellent les démonstrations de Saint-Nazaire ; nous ne son-

geons d'ailleurs pas à dénier l'importance de la manifestation des chômeurs de Saint-Nazaire, où ceux-ci ont manifesté leur volonté de lutter. Mais le rôle des organisations syndicales doit être précisément d'impulser la lutte, de amplifier et non de l'abîmer, de se contenter de quelques manifestations pour restreindre et étouffer la lutte prolétarienne.

Et pour quelles raisons pratiques les chefs confédérés s'opposent-ils à la marche de Lille à Paris ? Ce n'est pas sans effort, écrit-on-ils que nous songeons à l'épreuve que vous allez imposer aux malheureux camarades du Nord. Quinze jours de marche au mois de novembre, peut-être sous la pluie ou sous la neige, à des gens dont l'organisme est affaibli par des privations et qui, sans doute, ne seront pas équipés pour effectuer une telle performance. C'est une responsabilité que nous ne voudrions pas prendre... »

Ainsi, ce n'est plus le capitalisme qui impose aux chômeurs de dures épreuves, ce sont les militants qui les appellent à la lutte ! Les responsables, ce ne sont pas ceux qui ont infligé aux chômeurs, des privations, un équipement insuffisant, qui ruinent leur organisme ; non, ce sont ceux qui font appel aux travailleurs pour faire cesser de leur souffrir. Au lieu d'encourager les chômeurs et de les guider, messieurs Guiraud et Lesfèvre ne veulent voir dans la marche des chômeurs qu'une manifestation sportive, une performance à accomplir.

« Vous voudrez bien faire connaître cette lettre aux chômeurs qui sont groupés dans votre organisation », écrit-ils ces messieurs à l'Union des comités de chômeurs. Nous pensons en effet qu'il est absolument nécessaire de faire connaître cette lettre aux chômeurs. Ils comprennent que cette bienveillance affectée, n'écoute pas les communistes, avec leurs marches, vous allez attraper froid, vous allez vous enrhummer, ne fait que cacher le conseil d'attendre bien sagement et bien silencieusement la « bienveillance » des patrons et des institutions bourgeoises de toutes sortes qui cherchent à se servir du travailleur en chômage contre son camarade resté au travail.

Tous les travailleurs de Lille à Paris se doivent d'assurer le succès de la marche du 18 novembre au 2 décembre.

A propos du Congrès des employés de commerce unitaires

Le camarade Clérembaut nous envoie la protestation suivante, qui est évidemment tout à fait justifiée :

« Je vous signale un fait à mon avis sans précédent dans les annales syndicales : la Fédération du Commerce et de la Finance, comprenant quatre syndicats la composant, a tenu son Congrès sans que j'en sois informé en tant que membre de la Commission Exécutive du Syndicat, et membre de la C. E. de la Fédération. A-t-on craint mon intervention ? Plus que jamais les fractions communistes agissent maladroitement, sans aucun respect de la démocratie syndicale, et entraînent toute possibilité d'unité syndicale.

Ceux qui appliquent cette politique de sabotage se révèlent ainsi par leurs procédés, comme les pires ennemis de la classe ouvrière.

M. CLEREMBAUT.

MARSEILLE

La bataille des fonctionnaires

Après le meeting des unitaires, c'est le cartel confédéré qui a tenu dimanche, le 5 novembre un meeting contre les diminutions des traitements. Les orateurs parlent devant une salle pleine, malgré la pluie ; l'écrasante majorité de l'auditoire est de fonctionnaires, mais les chapeaux nous dominent. Dans le côté, on voit massés les troupes unitaires, c'est la casquette qui domine, quelques fonctionnaires seulement.

Dès le commencement les staliniens commencent une fautive tactique. Pour faire de l'obstruction ils demandent au réformiste de faire voter par l'assemblée même le bureau de la réunion. Après quelques incidents, on élit le bureau réformiste et les unitaires sont battus. Parient Chauffard de l'Union départementale, Arivielle, secrétaire du cartel confédéré, Chauffard, des P.T.T., et le fameux Laurent.

Avant le discours de Laurent, les réformistes, pour démontrer leur « bienveillance » (sic) donnent la parole à Christofol, représentant les autonomes qui explique pourquoi les autonomes ne participent pas à ce meeting étant donné que les confédérés refusent la parole aux unitaires qui avec les autonomes forment à Marseille, le cartel élargi des fonctionnaires.

Les orateurs réformistes avaient parlé pendant deux heures, expliquant ce que tout le monde dans la salle savait depuis longtemps, c'est-à-dire que les diminutions des traitements des fonctionnaires étaient injustes.

Il se préoccupe d'un changement des taux de la caisse d'amortissement et Laurent reprend sa fameuse formule : « Rien en tant que fonctionnaire, mais comme contribuable ou ». Ils donnent des explications gênées sur ce motif d'ordre en déclarant que cette formule ne vise que les gros traitements (au-dessus de 30.000 francs).

Mais dans tous les discours aucun moyen de lutte contre la diminution n'est envisagé. Chauffard, des P.T.T., nous dit qu'il faut continuer l'action du 20 février (il oublie simplement de préciser quel a été le rôle de la C. G. T. dans ce mouvement) et même faire mieux. Laurent engage les fonctionnaires à suivre les mots d'ordre de la C. G. T. sans cependant souffler mot sur la nature de ces mots d'ordre.

Laurent tire son discours en longueur pour empêcher qu'un unitaire prenne la parole après lui. Les unitaires déjouent cette manœuvre, interrompent Laurent, demandent la parole et envahissent la tribune. Les réformistes parlent, mais.

C'est Paul Marcel, de la C. G. T. U., qui prend la parole devant une salle où ne sont restés que les unitaires et quelques rares réformistes. Il fait le procès des réformistes, fait remarquer avec raison que Laurent dans son projet de redressement du budget a tout simplement oublié le budget de la guerre et explique que la C. G. T. prépare la trahison. Il accuse — à juste titre — les réformistes de ne pas avoir lancé un mot d'ordre concret d'action. Mais tout en critiquant les réformistes, il en fait autant. Pour lui, il faut que les fonctionnaires prennent eux-mêmes la direction du mouvement en main (les syndicats alors ne servent à rien, Paul Marcel), faites le F. U. à la base, front unique, lutte de classe naturellement. « Aucun mot d'ordre de lutte concret ». Il remplace la formule de Laurent : « Suivez les mots d'ordre de la C. G. T. », par : « Le formuler, c'est inutile ; faisons confiance au chef X, ils savent mieux que nous quoi faire.

Bilan de la journée : Comme au meeting des unitaires, pas de plan de lutte précis, aucune préparation sérieuse d'un mouvement de résistance. Volonté des deux côtés d'empêcher tout ce qui pourrait mener vers un front unique entre les organisations. Les ouvriers et fonctionnaires réformistes se diront encore une fois que les unitaires sont uniquement venus pour saboter leur meeting. Par leurs manœuvres les bonnes réformistes ont eu l'air de pratiquer la démocratie syndicale contre les unitaires, venus pour saboter la réunion.

Un fonctionnaire autonome.

(Suite du précédent numéro)

SABOTAGE CONTRE LE SECOURS ROUGE

Des le début vous avez saboté mon travail pour le Secours Rouge, parce que vous préférez la Caisse du Comité Müntzenberg, qui n'est contrôlée par aucune organisation ouvrière, et soumise seulement à quelques personnes de confiance. De cette manière, vous et Müntzenberg, vous pouvez toujours vous abriter derrière l'excuse, que le lord ne consent pas à ceci ou cela qui serait favorable à la classe ouvrière, mais qui lui serait opposé et surtout opposé aux intérêts du grand faiseur d'affaires Müntzenberg.

C'est ainsi que, selon les camarades, le Lord ne tolérera pas, que je parle à l'assemblée du Comité à Londres au début de juillet, parce que je voulais indiquer par une seule phrase seulement qu'il existait en Allemagne une organisation de Secours, dont les membres sacrifient leur vie pour secourir les victimes du fascisme, c'est-à-dire, le Secours Rouge. J'ai ensuite renoncé à la parole, pour protester contre cette ligne opportuniste. Les copies de ces protestations sont chez vous et à Moscou. En réalité, le Lord n'en sut peut-être rien. Katz donnait les ordres à la place de Müntzenberg et la ligne veut que la caisse du Comité, qui échappe au contrôle des ouvriers soit favorisée aux dépens du Secours Rouge. La caisse du Secours Rouge est du moins contrôlée par l'appareil d'une organisation ouvrière. L'argent reviendrait en partie aux victimes du fascisme en Allemagne. Mais des fonds du Comité ils ne voient rien, ce sont les personnes de confiance n'ayant à en rendre compte à personne, qui en disposent. Le Secours Rouge se trouve presque sans ressources devant ses tâches gigantesques.

C'était maintenant le bon moment pour le renforcer et pour lui procurer les moyens de réaliser un soutien effectif. Vous avez consciemment empêché cela, et les Partis occidentaux de l'I.C. se sont associés à vous.

J'étais arrivé de Moscou pour mettre le Secours Rouge en mesure de combattre ; dans l'intérêt de la caisse du Comité, vous avez refusé de ce qui aucune assemblée ne soit organisée dans ce but par moi. Vous ne reculez devant aucun moyen pour me calomnier auprès de votre clique. En un tour de main, vous avez dressé contre moi l'appareil de l'I.C. Avec l'argent collecté pour les antifascistes allemands, et sur les ordres de Müntzenberg, Katz suivait mes voyages, afin de saboter mon travail et de le rendre impossible. A mes protestations vous répondiez finalement en m'interdisant le travail, parce que j'ai dit quelque chose contre Müntzenberg, et vous obtenez que je sois rappelé à Moscou. Et vous, les grands saboteurs, vous vous êtes réellement imaginés pouvoir me fermer la bouche par un ordre. Avant votre effondrement catastrophique en Allemagne j'aurais accepté et suivi un ordre venant de vous, après, non.

Comment pouvez-vous avoir l'audace de vouloir encore m'apparaître comme des chefs, vous dont j'ai vu tout le côté misérable, après la prise du pouvoir par Hitler. Devant les masses ouvrières il me fallait poser des perspectives politiques. Mais à l'arrivée de Hitler vous êtes devenus tout à coup muets, et nous ne savions pas la moindre des choses sur vos plans. Jamais je n'aurais pensé que vous iriez dans l'irresponsabilité jusqu'à livrer la classe ouvrière dont vous jouiez les chefs pendant des années. Vous qui lui aviez promis de la mener à la lutte, vous n'aviez pas même préparé pour elle un plan de défense. Même si les conditions d'une révolution n'existaient pas, parce que les chefs social-démocrates refusaient par principe la lutte, et parce que notre parti, par son attitude sectaire dans la question du front unique, n'avait pas conquis la majorité de la classe ouvrière, même alors vous n'aviez pas le droit d'abandonner l'armée révolutionnaire sans lui donner un plan de défense. J'étais inquiet, de même que tous les ouvriers à qui je parlais. « Le Parti n'a pas assez confiance en nous », « il faut pour le moins savoir où on en est », « nous ne pouvons pas simplement nous laisser égarer », « il faut bien que l'ordre vienne d'en haut pour tout le pays », etc. disaient les ouvriers. Ce n'est pas à la révolution, mais à la défense que pensaient les ouvriers, croyant que les ouvriers social-démocrates seraient entraînés et qu'une révolution serait alors tout de même possible. La certitude que la lutte serait inévitable les incitait à dépenser leurs derniers sous pour la préparation de la résistance. Vous ne les empêchiez pas, bien que vous n'aviez pas l'intention de lutter, pas plus que Braun et Severing. Maintenant, à la suite de votre défaillance, les ouvriers sont obligés de se laisser emprisonner et martyriser l'un après l'autre, et de déprimer dans les camps de concentration.

Je croyais — avec beaucoup de fonctionnaires — qu'un appareil illégal particulier était prêt pour la défense, appareil qui nous aurait renseignés sur ce qu'il fallait faire, aussitôt que les fascistes allaient porter leur dernier coup. Vous en aviez toujours tellement plein la bouche, mais seulement dans les assemblées, les journaux, les congrès de parade, et même dans les commissions parlementaires où vous vous grisiez de la frayeur qu'éprouvaient les bourgeois à entendre vos discours flamboyants que vous ne preniez pas vous-même au sérieux. Et parce que vous ne vous preniez pas au sérieux, vous, les guignols de l'histoire, vous ne preniez pas non plus le fascisme au sérieux. Les ouvriers savaient qu'il fallait le prendre au sérieux. Si le Parti avait eu un contrôle démocratique sur l'appareil, et si celui-ci n'avait pas été tout-puissant vis-à-vis des masses ouvrières et servile vis-à-vis de l'I.C., alors il n'y aurait pas eu de tels habilements à la direction du Parti.

Après la prise du pouvoir par Hitler j'ai vainement tenté de trouver un camarade dirigeant, pour apprendre qu'elles étaient les perspectives des chefs devenus soudain muets, car je ne voulais plus me présenter les mains vides devant la classe ouvrière. Mais on ne pouvait plus attendre un seul d'entre vous.

C'est ainsi qu'on nous a livrés, les ouvriers et nous tous qui ne faisons pas partie de l'appareil. Toute votre préparation de l'illégalité consistait à assurer le paiement des traitements aux gens de l'appareil, à garer les machines, etc. Ce n'est que de cette manière qu'Hitler a pu, avec le mensonge stupide selon lequel les communistes auraient incendié le Reichstag,

Léon TROTSKY

Maria Reese et le Comintern

Dans sa lettre ouverte parue dans le journal Unser Wort (Notre parole) Maria Reese a dit la vérité amère et dure au parti, auquel elle appartenait il y a peu de temps encore. L'agence allemande de la bureaucratie du Comintern n'a rien compris, n'a rien prévu, n'a rien préparé. Elle remplaça le travail révolutionnaire par le verbiage et la fanfaronnade. D'année en année elle trompait toujours plus les ouvriers et le parti. Le Comité Central trompait même son propre appareil. Des gens, qui occupaient ces postes responsables dans le parti, comme Torgler, président de la fraction parlementaire, ou comme Maria Reese elle-même, député au Reichstag, croyaient sincèrement jusqu'au dernier moment, que le Comité Central avait ses plans, qu'il avait préparé les forces nécessaires pour la lutte, que le Comintern savait où il menait les ouvriers allemands. Au moment de l'arrivée de Hitler au pouvoir et particulièrement au moment de l'incendie du Reichstag par les agents de Goering, les illusions révolutionnaires des meilleurs éléments de l'appareil du parti tombèrent en poussière. Le Comité Central abandonna le parti à son sort : sans direction, sans mots d'ordre, même sans explications. L'histoire ne connaît aucune autre perfidie d'une telle taille, commise par des chefs. Il n'est pas difficile de se représenter le sombre désespoir des masses trompées et le déchirement effroyable de l'appareil du parti.

Dans ces conditions l'activité à l'étranger de Müntzenberg, Heckert et Cie devint faire aux yeux de Maria Reese un contraste insupportable avec les événements antérieurs : activité qui n'est faite que de rapports creux, de correspondances mensongères, de congrès vides et fatigues,

devoir du révolutionnaire sincère et honnête. Si la lettre de la camarade Reese peut avoir quelque influence sur le sort des communistes poursuivis par Hitler et en particulier sur le déroulement du procès de l'incendie du Reichstag, c'est uniquement comme témoignage inestimable en faveur des accusés. De la lettre il apparaît, même à un aveugle, combien le parti officiel était loin de l'idée de l'insurrection, de la préparation de l'insurrection et par conséquent de « signaux » de l'insurrection comme l'incendie du Reichstag ! La bureaucratie stalinienne se venge de ce qu'une camarade responsable, qui se trouvait il y a peu de temps dans ses rangs, ait dit ouvertement et honnêtement la vérité sur la direction, sur le régime et sur les mœurs du Comintern. La bureaucratie pardonne la poltronnerie, la fourberie, les perfidies et les trahisons à cette unique condition : laver le linge sale en famille. Les lois de la caution mutuelle ont depuis longtemps remplacé pour ces gens les lois de la révolution et du marxisme. La lutte pour leur propre prestige creux, pour les postes et pour une existence assurée, rejette en arrière la lutte pour la dictature du prolétariat. Maria Reese s'en est convaincue par l'expérience tragique du prolétariat allemand. En même temps qu'elle, des milliers, des dizaines de milliers de révolutionnaires ont fait la même expérience. Dans les prisons et dans les camps de concentration ils tirent le bilan de la catastrophe vécue par eux. Le devoir de tout révolutionnaire, dans le monde entier, est d'écrire, de reproduire et de répandre la lettre de Maria Reese dans toutes les langues, que parlent les exploités et les révoltés.

Le 10 novembre 1933 L. Trotsky.

Déclaration de Maria Reese

Député communiste au Reichstag

rendre compte de l'insulte que leur attitude constituait envers Torgler. Mais cela correspond bien à la décision du C. C. allemand qui, au même moment, prit à Paris une résolution publiée dans l'Humanité, dans laquelle il n'exprime qu'à Dimitroff son hommage pour son courage.

UNE VICTOIRE ET UNE DEFAITE SANS COMBAT

Un seul mensonge, selon lequel nous aurions mis le feu à une boîte de mauvais goût a suffi pour mettre bas vos fanfaronnades et vos qualifications de chefs, et pour désarmer la classe ouvrière allemande, devenue une masse privée de direction.

Ah oui... les chefs social-démocrates ? Si vous aviez pris au sérieux vos propres paroles, vous auriez dû savoir qu'ils ne luttaient pas. Alors, c'est que vous plaçiez donc là aussi un espoir « opportuniste » ? Pour quoi ne disiez-vous jamais : « Nous ne pouvons lutter que si la social-démocratie commence » ? Selon la défense d'Heckert, cela serait logique. Mais ce que je vous reproche c'est de n'avoir même pas préparé la défense, et, au moment du danger, de vous être évadés sans tambour ni trompette, d'avoir livré la classe ouvrière qui attendait vos directives.

Comment le camarade Torgler pouvait-il vous défendre devant la classe ouvrière ? Il n'était pas communiste à la direction allemande. Il était seulement un parlementaire, il n'était au courant d'aucun plan de défense et il croyait comme moi-même qu'il vous serait impossible à l'heure la plus grave d'abandonner au silence le prolétariat à son sort. Le silence n'accablait ; votre carence s'enveloppait dans un silence mystérieux, et dans l'absence de toute directive sur votre appréciation de la situation et sur ce qu'il fallait faire.

Comment le camarade Torgler pouvait-il vous défendre devant la classe ouvrière ? Il n'était pas communiste à la direction allemande. Il était seulement un parlementaire, il n'était au courant d'aucun plan de défense et il croyait comme moi-même qu'il vous serait impossible à l'heure la plus grave d'abandonner au silence le prolétariat à son sort. Le silence n'accablait ; votre carence s'enveloppait dans un silence mystérieux, et dans l'absence de toute directive sur votre appréciation de la situation et sur ce qu'il fallait faire.

DERNIERES SAGESSES

Comme nous tous, le camarade Torgler en fut très inquiet et tenta de parler à des camarades dirigeants. Lorsqu'enfin, quelques jours avant l'incendie, il parla à un membre du C. C. de l'entourage direct de Thaelmann, en demandant des éclaircissements à ce sujet, le brave homme lui dit : « Oui, si les ouvriers ne luttent pas, toutes les organisations ouvrières seront détruites, la terreur sanglante régnera, la tuerie et l'assassinat contre le prolétariat seront à l'ordre du jour. Je fais, la misère, les camps de concentration, la situation balkanique, la guerre contre l'Union soviétique et peut-être la fin de toute culture, de toute civilisation, seront au bout. Et c'est justement moi — ajouta-t-il — que ces perversités sadiques prendront avec joie à la place du marché en le martyrisant à mort pour satisfaire leur joie sadique. »

Je n'oublierai jamais la colère l'indignation et le dégoût avec lesquels le camarade Torgler me raconta cela, en ajoutant : « Et ils veulent être des révolutionnaires, c'est pour cela qu'ils en avaient toujours tellement plein la bouche, pour aboutir maintenant à une telle perspective, sans aucun plan pour s'y opposer. Et dire cela de moi, quelle horreur ! », ajouta-t-il, et ensuite « Je maintiens, le camarade Torgler subit réellement tout cela. Croyez-vous que le fait d'avoir livré sans lutte le prolétariat n'a pas laissé de traces chez le camarade Torgler ? Pourquoi vous, les héros, n'avez-vous pas dit cela plus tôt aux ouvriers ? Pourquoi disiez-vous que la dictature Brüning était déjà le fascisme déclaré, en empêchant ainsi les ouvriers de lutter ? Pourquoi Heckert, pourquoi, vous tous, ne parlez-vous pas de toutes ces fautes, croyez-vous que les ouvriers allemands ont oublié cela ? »

Lorsqu'en suite, à la veille de l'incendie, j'ai rencontré un camarade du C. C., et que je voulais apprendre d'elle les perspectives du parti, elle dit la même chose. Donc, vous saviez bien ce qui en était, et pourtant vous n'aviez pas préparé de défense, seulement des retraites pour vous.

Le 27 février encore, lorsque je rencontrai Florin au Reichstag, où il demandait un conseil du camarade Torgler au sujet d'une convocation en justice : « Si les ouvriers ne luttent pas... » c'était là la réponse. Mais depuis quand les chefs attendent-ils que les soldats commandent ? Mais, en même temps, il me dit de conserver mon logement parce que peut-être nous resterions députés comme en 1923. Tellement

vous aviez perdu la tête. Tellement vous manquiez de toute perspective, lorsque la communication avec Moscou manqua. Mais l'attitude de Moscou dans cette situation décisive montre aussi quelle catastrophe peut tomber sur la classe ouvrière lorsque le mouvement révolutionnaire d'un pays renonce à avoir une direction à elle.

Plein d'indignation, de dégoût et de désespoir devant une telle absence de responsabilité et la disparition silencieuse de la direction, le camarade Torgler, conscient de son innocence, se livra à la prison fasciste, poussé par son sens de sa responsabilité envers le prolétariat, auquel il voulait venir en aide par une action de solidarité individuelle. Torgler peut défendre le P. C. contre l'accusation stupide et provocatrice d'avoir incendié le Reichstag, mais la direction du P. C. n'est pas défendable devant la classe ouvrière. C'est là la raison pour laquelle vous déchaînez une discussion d'arrière-garde contre lui ; et cette discussion est tout à fait à la hauteur de votre attitude avant l'incendie. Vous qui vous pavanez, vous, les « grands dirigeants », vous rendez impossible et interdisez finalement le travail aux autres camarades, parce que, cela pourrait créer une concurrence à la caisse du Comité Müntzenberg dans l'intérêt du Secours Rouge, et parce que, au lieu de profiter à Müntzenberg et à vous, cela pourrait profiter aux antifascistes allemands.

CE QU'IL FAUT

Après la défaite allemande, j'ai eu la possibilité de connaître presque toutes les sections européennes de l'I. C. Partout, j'ai rencontré la même incapacité d'apprécier la situation politique et d'exploiter ses possibilités pour l'élargissement du mouvement révolutionnaire. Mais, en revanche, en est d'autant plus fort dans les intrigues. Même envers Moscou, à qui on n'ose pas opposer d'argument politique, on travaille au moyen d'intrigues, de mensonges ; on intercepte des lettres, on calomnie des camarades actifs, etc., etc.

Mais la prétendue ligne politique est un mélange bigarré d'opportunisme ultrarégime et d'opportunisme. N'avez-vous pas été frappés du fait qu'en raison de votre carence catastrophique, le P. C. a perdu dans le monde entier une partie de la confiance qu'il inspirait ? Ne suivez-vous pas les résultats des élections ? Lorsque d'aussi grands banqueroutiers politiques ne quittent pas d'eux-mêmes l'arène de l'histoire, alors il est temps que l'indignation des ouvriers les balaise en se détournant d'eux et en procédant à la création de cadres indépendants de l'I. C. de Moscou, pour ériger un nouveau Parti communiste et un nouveau International, qui ne tolère pas d'appareil toupissant, détaché de la classe ouvrière, mais qui réalise le contrôle démocratique de la classe ouvrière sur l'appareil et ses fonctionnaires. Ce n'est que de cette manière que la classe ouvrière pourra réaliser sa mission et libérer l'humanité. Ce sera difficile, mais c'est la seule voie, car l'espoir de rénover les partis de l'I. C. n'existe plus. Si, après l'horrible défaite allemande, qui est une défaite pour tout le prolétariat mondial, les dirigeants de faillite avec leur politique néfaste ne sont pas contraints de démissionner, le mouvement révolutionnaire serait définitivement porté au tombeau. Car le maintien d'un appareil pavé à rien à voir avec la lutte bolcheviste vivante.

Je renonce volontiers à la marmite de Moscou et à l'entretien par votre appareil, si je peux faire quelque chose d'utile pour la lutte libératrice du prolétariat. Si vous étiez aussi grands dans les organisations de la lutte révolutionnaire que dans les intrigues et dans la carence politique, l'Allemagne n'aurait pas connu le fascisme. Amsterdam, le 26 octobre 1923.

Travail exécuté par les ouvriers syndiqués La Gérant : P. Frank

VENDONS « LA VERITE » A LA CRIÉE

Le Comité Régional de R. P., d'accord avec le C. E., avait décidé que les 11 et 12 novembre seraient journées de vente massive du journal.

Si les résultats ne sont pas encore extraordinaires (puisque le chiffre atteint a été de 300 Vérités vendues pour ces 2 jours), malgré tout on peut les considérer comme satisfaisants. Un premier pas a ainsi été fait.

Les groupes de la R. P. doivent s'attacher à faire encore mieux. Nous ne devons pas oublier que la vente à la criée nous donne la possibilité de faire de l'agitation.

Le Comité Régional rappelle aux secrétaires de groupe qu'il doit se préoccuper du premier chef de la vente de la Vérité ; il est indispensable qu'avec la collaboration, avec les « Jeunes Initiés », chaque secteur de Paris retentisse des cris enthousiastes de nos vendeurs. Le C. R.

GRUPE NORD-OUEST

Le groupe a mis sur pied un bulletin local pour le 17^e arrondissement - Le Proletaire des Epinettes - diffusé dans les réunions électoriales socialistes et communistes. Un nouveau numéro est envisagé pour la semaine de ballottage.

Une réunion publique et contradictoire est envisagée dans le 18^e arrondissement pour le mardi 23 novembre, coin des rues Hernet et Custine.

Un travail en direction d'une usine du secteur nord-ouest a été commencé.

Une permanence va être reprise dont nous donnerons le lieu dans le prochain numéro.

Une réunion par mois de sympathisants a été décidée. La première réunion de ce genre aura lieu à la fin novembre.

GRUPE PARIS-SUD

Le numéro 5 (novembre) du Communiste, notre bulletin local, est paru. Notre groupe y prend position, dans l'élection de Gentilly, en faveur du Bloc Ouvrier et Paysan. Un prochain bulletin paraîtra bientôt.

GRUPE DU 20^e

La réunion de sympathisants du 2 novembre fut bonne. Une discussion sérieuse sur la situation de l'U. R. S. S. et la nouvelle internationale eut lieu. Bientôt, notre groupe convoquera une nouvelle réunion.

Une réunion publique aura lieu bientôt dans le 20^e arrondissement. Nous y poserons les problèmes soulevés par la crise du parti socialiste.

COURS D'EDUCATION

La première séance du cours, organisé par le Comité Régional et ouvert à tous les sympathisants aura lieu le

22 NOVEMBRE à 20 h. 30 précises AU CA'E DE LA MAIRIE PLACE St-SULPICE

Nous rappelons que les premiers cours d'éducation comprendra trois leçons (trois séances) du camarade GERARD L'HISTOIRE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Prière de se faire inscrire en écrivant au siège.

19 et 20 Novembre : Congrès de la Fédération Autonome des Fonctionnaires

Le Congrès de la F. A. des Fonctionnaires se tient à la Salle Cadet, les 19 et 20. Dans le cadre de convocation, le Bureau déclare : « Venant après les congrès confédéraux dégratés et unitaire et celui de la Fédération Générale des Fonctionnaires, et au moment où le Gouvernement, présidé par Sarraut, se dispose à reprendre à peu de choses près les dispositions de ses prédécesseurs touchant la rémunération des travailleurs de l'Etat, ces assises revêtent une grande importance.

Notamment le rapport sur l'orientation syndicale présenté par le Bureau Fédéral et qui conduit par le maintien et le renforcement de l'autonomie du mouvement syndical, donnera lieu à un très large débat, en ce sens que cette autonomie a été évacuée et contestée dans les Congrès des Centrales Cagétistes. Nous suivrons attentivement le Congrès.

Une réunion des J. S. du XII^e

Lundi dernier le 13 novembre, les J. S. socialistes du 12^e tenaient une réunion publique. Une quarantaine de présents. Communistes et socialistes étaient en nombre égal.

Un premier orateur fit une longue tirade sur la crise du P. S. au cours de laquelle Marquet fut traité « d'individu louche » et qui finit par « J'aurais mieux aimé les revendications et seul le P. S. peut le faire ». On voit le ton.

Ensuite Marceau Pivert parla du fascisme et à ce propos dit nombre de vérités, puis de « l'unité organique du prolétariat » et de la démocratie existant dans la S. F. I. C.

Un de nos jeunes camarades déclara la parole, dit quelques mots sur le fascisme. Sur l'unité il régla son compte à la démagogie des réformistes et montra que deux expériences donnaient une conclusion définitive sur la question, l'expérience Russe où bien que « divisé » depuis 15 ans déjà le prolétariat prit le pouvoir et l'expérience Autrichienne où en dépit de la fameuse unité deux révolutions ont été étouffées et une capitulation insignifiante est préparée. Pour ce qui est de la démocratie intérieure à la S. F. I. O. notre camarade expliqua la différence entre le libéralisme stérile et qui permet à une bureaucratie son emprise totale sur les organisations réformistes et la véritable démocratie prolétarienne dont l'exemple nous est donné par le parti de Lénine sur la base du centralisme démocratique. Notre camarade pour finir posa le problème de la 4^e internationale.

Un membre du S. R. I. prit la parole pour attaquer « l'orateur trotskyste » mais se refusa à être nommé « qu'il était dans une réunion socialiste » de répondre sur la revendication d'expulsion de Trotsky faite par le S. R. I.

Un de nos camarades colonial parla sur l'Allemagne et en cette occasion fut interrompu par les staliniens. Il termina par un appel au soutien de la délégation ouvrière en Indochine.

Imbault du P. C. prit ensuite la parole pour expliquer « la ligne », brochure de Heckert, 3.000.000 de prolétaires ont voté pour le P. C. A., etc., etc.

Marceau Pivert répondit et nos staliniens d'applaudir au souhait d'unir la 2^e et la 3^e. L'orateur donna aux staliniens quelques leçons (la chose est possible maintenant c'est un fait) en critiquant la théorie des syndicats rouges du social-fascisme et du socialisme dans un seul pays, il finit en rappelant la petite visite de Crouzet à l'ambassade des Soviets pour l'anniversaire de la révolution.